

## Les Finances Publiques à fin mai 2012

A fin mai 2012, les recettes budgétaires totales recouvrées s'élèvent à 1 021,6 milliards dont 994,6 milliards de recettes internes et 27 milliards de dons. Elles enregistrent une hausse de 51,7 milliards (+5,3%) par rapport à la même période il y a un an. Les dépenses totales quant à elles se chiffrent à 1 055,2 milliards dont 994,9 milliards de dépenses réalisées sur financement interne. Par

rapport à mai 2011, les dépenses de l'Etat progressent de 115,8 milliards (+12,3%).

Ainsi, rendu à fin mai 2012, le solde global base engagement est déficitaire de 33,7 milliards, preuve que les dépenses ont été largement au dessus des recettes au cours de la période sus évoquée.

### Les recettes budgétaires : les recettes de l'Etat en nette hausse

Les ressources budgétaires totales recouvrées à fin mai 2012 se chiffrent à 1 021,6 milliards Fcfa.

Les recettes pétrolières ont nettement contribué à la mobilisation des ressources internes de l'Etat. Sous l'effet couplé d'une hausse de la production (+10,3%) et de l'amélioration des cours mondiaux du brut (+14,3% par rapport au premier semestre 2011), la Société Nationale des Hydrocarbures a nettement amélioré les prévisions faites en ce qui concerne les recettes pétrolières. Elle a versé au Trésor public 156,03 milliards au 30 avril 2012 contre une prévision de 128,69 milliards. Ainsi, à fin mai 2012, les recettes pétrolières se chiffrent à 232,9 milliards Fcfa. Mais comparativement à mai 2011 où elles se situaient à 241,2 milliards Fcfa, ces recettes observent un net repli (-8,3%). Ce repli est attribué à la baisse de la redevance SNH qui a chuté de 14,0% au cours de la période indiquée.

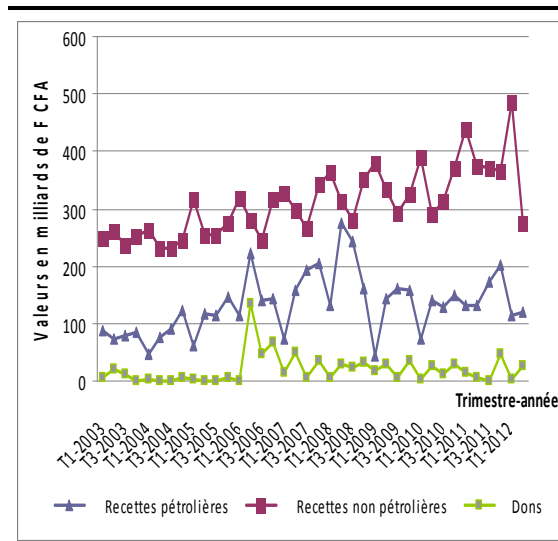
Les recettes non pétrolières recouvrées au cours de cette période s'élèvent à 761,7 milliards contre 711,4 milliards un an plus tôt, soit une amélioration de 50,3 milliards (+7,1%).

S'agissant de la nette progression des recettes des impôts et taxes (hors mis impôts sur les sociétés pétrolières), la hausse observée est tributaire à un net recouvrement des impôts sur les sociétés non pétrolières qui se situe à fin mai 2012 à 172,9 milliards contre 153,3 milliards à la même période

il y a un an. Il est à signaler une baisse sur la même période de la TVA qui subit un repli de 3,5%.

Les recettes douanières s'élèvent à fin mai 2012 à 238,8 milliards contre 213,1 milliards un an plus tôt, soit une amélioration de 25,7 milliards. Cette progression en glissement annuelle tient des droits de douane à l'importation (+10,9%) et de la TVA à l'importation (+15,3%).

Graphique 1 : Evolution des recettes de l'Etat



## Les dépenses de l'Etat : Les dépenses de fonctionnement toujours plus élevées

A fin mai 2012, les dépenses totales de l'Etat se situent à 1 055,2 milliards en nette progression de 12,3% par rapport à son niveau de fin mai 2011 où elles s'établissaient à 939,4 milliards Fcfa, soit un accroissement de 115,8 milliards Fcfa.

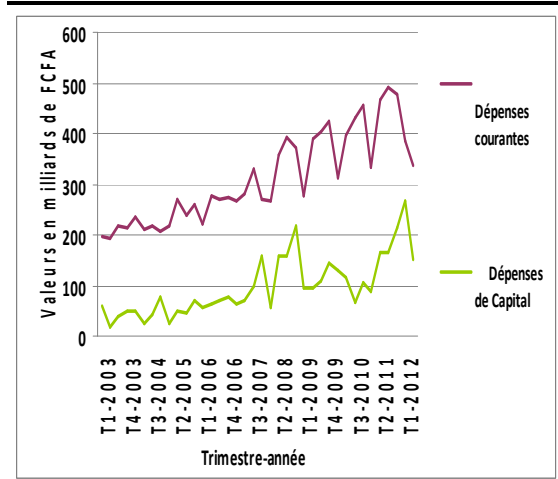
Les dépenses courantes effectuées au cours de cette période se chiffrent à 720,8 milliards Fcfa, en hausse de 11,4% par rapport à mai 2011 où elles se chiffraient à 646,9 milliards Fcfa. Les dépenses de personnel se situent à 280,8 milliards, en hausse de 5,1% par rapport à celles de fin mai 2011. Cette hausse se justifie par la prise en charge progressive des personnes retenues dans le cadre du recrutement spécial de 25 000 jeunes diplômés dans la fonction publique. Les dépenses de biens et services s'établissent à 249,6 milliards Fcfa, soit 72,8 milliards de plus que celles à fin mai 2011. Elles sont plus le fait des dépenses de fonctionnement de l'année 2012 et des dépenses à régulariser. Notons que les transferts et subventions sont en nette régression comparativement à fin mai 2011.

Sur la période sous revue, les dépenses d'investissement s'élèvent à 265,8 milliards et représentent 25,2% des dépenses totales. Elles ont progressé de 13,4% par rapport à celles de fin mai 2011. Sur les dépenses effectuées sur ressources internes y compris les crédits PPTE, IADM et C2D, on notera une évolution à la hausse des dépenses d'investissement de l'exercice 2012 (+47,8%), passant ainsi de 66,7 milliards à fin mai 2011 à 98,6 milliards à fin mai 2012. En revanche, les dépenses sur fonds PPTE sont en net recul, elles s'élèvent à 9,8 milliards contre 25 milliards à la même période il y a un an. De même, les dépenses du C2D sont aussi en repli sur la même période (6,3 milliards contre 10,5 milliards), les instances de l'exercice 2011 sont moindres que celles de 2010, comparativement à la même période. Les dépenses de restructuration/réhabilitation sont en baisse (-3,2 milliards) tandis que celles de restructuration/participation sont en tendance haussière (+5,9 milliards), en raison des instances l'exercice 2011.

Au cours de cette période, les pouvoirs publics ont mis un accent à l'apurement de la dette intérieure. Ceci a eu pour effet une augmentation des fonds alloués à ce poste budgétaire, qui sont passés de 28,9 milliards à fin mai 2011 à 38,6 milliards à fin

mai 2012, soit une hausse de 33,6%. Le paiement des intérêts sur la dette s'élève à fin mai 2012 à 10 milliards contre 11,3 milliards un an plus tôt. Les intérêts payés concernent plus la dette extérieure (9 milliards) contre 1 milliard pour la dette intérieure.

**Graphique 2 :** Evolution des dépenses de l'Etat



**Graphique 3 :** Evolution comparée des recettes et des dépenses de l'Etat

